

UKRAINE : BRAS DE FER AUX SOMMETS DE L'ÉTAT

Ioulia Shukan*

La cohabitation agitée entre le chef de l'Etat ukrainien et son Premier ministre a poussé le premier à annoncer la convocation des élections législatives anticipées. Un scrutin qui risque pourtant de ne pas profiter à son propre parti.

L'annonce par le président Viktor Iouchtchenko, le 2 avril dernier, de la dissolution du Parlement et de la convocation d'élections législatives anticipées pour le 27 mai prochain a ouvert une nouvelle phase d'instabilité en Ukraine. Depuis près de huit mois, le pays connaît une cohabitation politique agitée entre le chef de l'Etat et son Premier ministre (et ancien adversaire à l'élection présidentielle de 2004), Viktor Ianoukovitch. Cette cohabitation résulte de l'alliance gouvernementale formée au lendemain des élections législatives du 26 mars 2006. Elle a placé la vie politique ukrainienne sous le signe des conflits permanents de pouvoir et elle a accentué l'extrême polarisation politique du pays révélée au moment de la Révolution orange de novembre-décembre 2004.

Lors du dernier scrutin législatif en mars 2006, les forces de l'ancienne coalition orange (Notre Ukraine de Viktor Iouchtchenko, le Bloc de Ioulia Timochenko et le Parti socialiste d'Olexandre Mozor) avaient certes recueilli un total cumulé d'environ 43 % des voix. Mais leur division, depuis le limogeage par le chef de l'Etat, en septembre 2005, du gouvernement



dirigé par Ioulia Timochenko, ne leur a pas permis de bénéficier de ce résultat. Et le Parti des régions de Viktor Ianoukovitch est arrivé en première position au Parlement avec 32,14 % de suffrages. Près de quinze mois après sa défaite lors de l'élection présidentielle, le clan de Donetsk, emmené par Viktor Ianoukovitch, et qui représente les intérêts des patrons économiques des régions industrialisées de l'Est, a ainsi pris sa revanche politique. Le choix du chef de l'Etat, Viktor Louchtchenko, de s'accommoder des puissants clans économico-politiques, proches de son prédécesseur Leonid Koutchma, à défaut de pouvoir les briser, a largement contribué à ce retour en force.

Face aux divisions persistantes du camp des « oranges » à l'issue des législatives, Viktor Ianoukovitch a convaincu les socialistes de former une majorité au Parlement avec son Parti des régions et les communistes, ce qui lui a permis d'être nommé Premier ministre le 3 août 2006. Depuis lors, le Parti des régions a placé ses responsables aux postes ministériels clés et a soumis à son contrôle la régulation des principaux flux économiques. Le gouvernement de Viktor Ianoukovitch a également cherché à étendre son pouvoir sur l'ensemble des institutions étatiques, afin de limiter les prérogatives présidentielles, déjà réduites au profit du Parlement par la réforme constitutionnelle du 8 décembre 2004. Adoptée au moment de la Révolution orange, cette réforme avait fait l'objet d'un compromis entre le régime sortant de Leonid Koutchma et son opposition, permettant le dénouement pacifique de la crise. Pleinement entrée en vigueur en mars 2006, cette réforme a depuis lors rapidement alimenté les conflits de compétences entre le président et son Premier ministre de tendances politiques opposées.

Le Parti des régions s'est enfin appliqué à bâtir une majorité parlementaire qualifiée nécessaire pour imposer ses règles du jeu et surmonter le veto législatif du président. En mars dernier, onze députés du parti du chef de l'Etat l'ont ainsi quitté pour adhérer à la majorité gouvernementale. Ce qui a poussé Viktor Louchtchenko à jouer sa dernière carte : malgré sa faible cote de popularité et le peu de chances que son parti, Notre Ukraine, a d'améliorer ses positions, le président a appelé à l'arbitrage des électeurs en annonçant des législatives anticipées.

Cette décision a été immédiatement contestée par le gouvernement et la majorité parlementaire devant la Cour constitutionnelle. Celle-ci est depuis lors appelée à jouer un rôle décisif dans cette nouvelle épreuve de force, alors même que l'impartialité et l'intégrité de ses juges suscitent des doutes, vu les moyens déployés par les deux camps pour tenter de s'assurer leur loyauté. Dans cette crise, la perspective d'un compromis susceptible de

satisfaire les différents protagonistes paraît pour le moment faible, tant leurs stratégies politiques sont opposées. En effet, si Viktor Ianoukovitch et ses alliés demandent l'annulation du décret présidentiel portant la dissolution du Parlement, Ioulia Timochenko, de son côté, continue de se battre pour la tenue des législatives anticipées qui pourraient lui être favorables dans la mesure où elle apparaît à l'opinion ukrainienne comme la responsable politique la plus fidèle aux idéaux de la Révolution orange. Quant au président Iouchtchenko, même s'il semble pencher pour un compromis, il aspire en même temps à restaurer son autorité politique et maintient le cap des législatives anticipées, repoussées au 24 juin en raison de la crise.

*Auteure de « Ukraine, les principaux enjeux de la vie politique depuis la Révolution orange », *Les études du Ceri* n° 134, avril 2007.